

N° 10 22 avril 2010 - 1€

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde



POUR LES RETRAITES PARTAGE DES RICHESSES !



Retraites
Agir ensemble
Services publics
Vers des états généraux

Les luttes
SNCF
Salaires



Désintox

Bouclier fiscal

" Il faut s'interroger sur ce qu'on appelle le bouclier fiscal [...] On voit aujourd'hui qu'une petite minorité de très riches ne cesse de s'enrichir ".

Ouf ! Qui l'eût cru ? Un représentant UMP qui lézarde le beau vernis des expressions choisies par le discours dominant pour endormir les gens !

Car qu'est-ce que représente le bouclier fiscal pour une grande majorité ? Rien de très précis. L'expression est adroitement construite pour entretenir le flou.

Le bouclier, tout le monde le sait, est cette arme défensive portative dont les gens de guerre se servaient pour se protéger. Au figuré, il est " défense, protection ". Or, se défendre est légitime dans l'esprit de tous puisqu'il ne peut s'agir que d'une réponse à une attaque, une agression. Quant à l'adjectif fiscal, du latin *fiscus* " panier pour recevoir l'argent ", d'où au figuré " trésor public " il est justement ce dont protège le bouclier : le fisc dont le mot claque comme une menace.

L'impôt, pourtant, ne devrait être qu'une arme de redistribution massive. En fonction du niveau de nos revenus, la société en prend une part pour la " socialiser ", la redistribuer en " nature " dans les services publics, les infrastructures, la solidarité...

Or, on nous a appris à craindre l'impôt.

Écoliers, dans les cours d'histoire sur la dîme, la gabelle et autres taxes qui affamaient le peuple. Adultes, par les suées que provoque chez chacun le moment angoissant de la déclaration fiscale et ce risque qui l'accompagne : le terrifiant redressement fiscal.

Et puis, aujourd'hui, après quelques décennies d'intox., l'idée est bien installée que les impôts servent à entretenir ces " fainéants " de fonctionnaires ou, pour les mauvais esprits, à payer les dépenses pharaoniques de notre gouvernement. L'impôt a mauvaise presse. Alors un bouclier fiscal, dans la tête des gens, c'est le grand pavois d'Abraracourcix sur lequel beaucoup rêvent de monter.

Puisque même l'UMP nous y invite, rappelez " ce qu'on appelle le bouclier fiscal ".

Un certain Bouthillier, ministre des finances de Pétain, déclara " qu'en aucun cas le prélèvement fait par les impôts sur le revenu ne pourrait dépasser 50 % du revenu global. "

L'idée était née mais ne fut pas inscrite dans la constitution pétainiste pour cause de déroute finale de l'Europe hitlérienne.

Il faut attendre 2007 pour qu'un gouvernement de droite couronne, par la création du bouclier fiscal, une politique de

diminution de l'impôt sur le revenu initiée en 2002. Une baisse des impôts, quoi de mieux, pourrait-on croire ? Sauf qu'elle s'accompagne d'une diminution de la solidarité sociale et que l'impôt proportionnel aux revenus est remplacé par les taxes, TVA et autres contributions, basées sur le prix des choses et donc identiques pour tous, que vous soyez manants ou nantis, aveuglément.

Le bouclier fiscal est une " redistribution à l'envers ", qui prend 20 Milliards d'Euros par an dans la poche de tous les Français pour les donner aux foyers les plus aisés. En 2008, 3 500 contribuables les plus riches ont touché en moyenne un chèque de l'État de 33 000 euros. Et ce n'est qu'une moyenne ! Les plus gros chèques dépassaient le million.

C'est sans compter, enfin, les revenus qui échappent à l'impôt grâce aux niches fiscales (encore un terme rassurant !). Aux mains de nos adversaires, l'impôt est clairement devenu un moyen légal de siphonner les poches des humbles pour arroser les grosses fortunes.

Et, sans vergogne, tout est fait pour nous expliquer que l'État ne peut plus assurer le système de retraites par répartition et qu'il va falloir travailler plus longtemps pour s'appauvrir un peu plus !

ZN

ABONNEMENTS

Anticapitalistes !

Le Mensuel du NPA 33

Mensuel : 11 euros (11 N° auprès des comités)
15 euros (11 N° + frais d'envoi postal)

Par chèque : à l'ordre de Monica Casanova

Destinataire de l'abonnement :

NOM : _____

Prénom : _____

APT, ESC, BAT : _____

N° : _____ RUE : _____

LIEU DIT (si nécessaire) : _____

CODE POSTAL : _____

VILLE : _____

TOUT EST A NOUS L'HEBDOMADAIRE DU NPA

Tarifs des abonnements (France et DOM-TOM) par chèque à libeller à l'ordre de N.S.P.A.C (entourez la formule que vous avez retenue)

	6 MOIS	1 AN
L'hebdo	26 €	56 €
L'hebdo +La revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif de l'hebdo jeunes, chômeurs précaires	20 €	40 €
Tarif de l'hebdo jeunes, chômeurs, précaires +La revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à La revue mensuelle	22 €	44 €

Destinataire de l'abonnement :

NOM : _____

Prénom : _____

APT, ESC, BAT : _____

N° : _____ RUE : _____

LIEU DIT (si nécessaire) : _____

CODE POSTAL : _____

VILLE : _____

Anticapitalistes !

Directeur de publication : **Jean-Louis Danflous**
CPPAP : 1014 P 11511 ISSB : en cours
NPA 33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 Bordeaux
Imprimerie : Copy-Média
23 rue Francisco Ferrer - 33700 MERIGNAC

Sommaire

Retraites	p. 4-5
Nos vies, pas leurs profits	p. 6-9
- Grève à la SNCF	
- Grève à la SME	
- Débrayage à Ford	
- Débrayage à la Monnaie	
- Le salaire, coeur de l'exploitation	
- Bagarre à Saint-Médard	
- Un lobby dans nos écoles	
- Travailler plus pour plus de profits	
- Hausse des prix	
- Chômage en Aquitaine	
Dans la santé	p. 10
- Pas de bébé à la consigne	
Services Publics	p. 10-11
- Vers des Etats généraux	
- Transports publics	
Soiré d'hommage	p. 11
- Deux trois choses sur Bensaïd	
Crises politiques	p. 12
- Juppé prêt à se dévouer...	
- Installation du Conseil Régional	
Nos élus	p. 12-13
- Lormont : démolition, reconstruction	
- Pessac : Budget 2010	
Tribune libre	p. 13
- Survie : présidentielles au Togo	
Féminisme	p. 14
- Karaoké Juppé ?	
Education	p. 15
- Interview : Lycée Mauriac en lutte	
International	p. 15
- Contre sommet de Vienne	
Notre argent	p. 16
- Grand stade : fric, foot et grands travaux	

Pour les retraites, Partageons les richesses !

Sarkozy et son gouvernement, bien que discrédités et déchirés, continuent l'offensive. Face à la crise, tous les gouvernements européens ont la même politique aux ordres des puissances financières : qu'il s'agisse de la droite de Sarkozy ou de Merkel, des socialistes Papandréou en Grèce ou Zapatero en Espagne, tous s'en prennent aux budgets publics, aux retraites, aux salaires...

Car crise ou pas, pour les grands actionnaires, pour le monde de l'argent, les royalties tombent, les dividendes sont en augmentation de 50 % par rapport à l'an dernier.

Ici, Sarkozy et Woerth ont lancé leur attaque contre les retraites et ont commencé à "consulter". Vaste blague qui roule dans la farine ceux qui se prêtent au jeu de cette pseudo "concertation"... et vise à paralyser les salariés au nom d'un nouveau "diagnostic partagé".

Il n'est plus temps de discuter avec ce gouvernement. Il n'aligne que mensonges et provocations pour justifier l'allongement de la durée des cotisations, le report de l'âge de la retraite, etc. (cf. page 4 & 5) En dernier ressort, il ne vise qu'à diminuer le niveau des pensions (qui a déjà baissé de 20 % en moyenne dans le privé depuis 1993) et à basculer vers un système d'assurance retraite privé. Et cela au nom de "l'équité" !

Et dans ce sillon, le Parti socialiste amorce son alignement politique. Aubry, Hollande ou Valls ont à tour de rôle parlé du recul nécessaire de l'âge de départ en retraite ; Moscovici se dit prêt à discuter et à faire des propositions au gouvernement.

Avec 5 millions de chômeurs, l'urgence n'est pas de faire travailler plus longtemps mais au contraire de partager le travail. Et dans un premier temps, de revenir aux **37,5 annuités de cotisation, avec la garantie de retraite pleine à 60 ans maximum**, sans décote, et avec un minimum de 1500 € net par mois !

Alors que le mécontentement monte, que des mobilisations "offensives" réapparaissent, notamment pour les hausses de salaires (cf. page 6 & 7), pour l'amélioration des conditions de travail, le gouvernement essaie, pour les retraites, de prendre les salariés de vitesse. Tout doit être bouclé avant juillet !

Nous devons leur montrer que nous ne sommes pas d'accord, mais pas d'accord du tout !

Nous devons nous rassembler pour organiser la riposte la plus large et la plus unitaire possible. Nous allons leur montrer que nous avons, nous tous, les solutions et que nous ferons tout pour les appliquer : le partage des richesses, le partage du temps de travail... La solidarité !



Pour plus d'infos et pour nous contacter :
www.npa33.org - anticapitalistes@npa33.org

Retraites

Leur cible En finir avec nos retraites

Amorce forcée, le gouvernement Fillon s'apprête à appliquer avec zèle le plan de Sarkozy. Mi avril, ouverture de "négociations" avec les "partenaires sociaux", mi mai un premier "document d'orientation", mi-juin ça se précise et un projet de loi en Conseil des ministres en juillet... Tout doit être "régulé" au parlement en septembre !

L'objectif : diminuer les cotisations patronales en diminuant les pensions ; récupérer des sommes colossales en favorisant la "capitalisation" auprès d'assurances privées pour les salariés qui

en auront les moyens au dépend du système par "répartition" basé sur la solidarité de tous.

La méthode : aller vite et taper fort ; jouer sur la division syndicale et politique ; éviter le "réveil" éventuel de la population ; et du même coup, redonner la main à Sarkozy après la claque des Régionales.

Et tout cela, basé sur le mensonge, la manipulation et la propagande...

Leurs arguments Mensonges !

"On vit plus longtemps, on doit travailler plus longtemps !"

Jusqu'à présent l'augmentation de l'espérance de vie n'avait pas empêché une baisse du temps de travail.

Si cette espérance est de 81 ans pour un cadre, elle n'est que de 74 ans pour un ouvrier. De plus, l'espérance de vie "en bonne santé", est beaucoup plus faible. Elle n'est que de 64 ans pour les femmes et 63 ans pour les hommes. Un arrêt de travail tardif diminue d'autant le temps dont nous disposerons pour jouir réellement de nos retraites.

Les entreprises se débarrassent de leurs salariés âgés. Déjà, un grand nombre de salariés n'arrivent pas à réunir le nombre d'années nécessaires (jeunes salariés de plus en plus tard, travailleurs précaires et à temps partiel, dont une majorité de femmes, etc.). Donc imposer de "travailler plus longtemps" n'est qu'un leurre permettant de dissimuler la réduction des pensions de retraite.

"On part déjà à 61,5 ans, ça ne changera rien !"

L'âge moyen de "cessation d'activité" est de 58,8 ans. 61,5 ans est l'âge moyen auquel on fait valoir son droit à pension et 60 % des salariés sont hors emploi à ce moment-là (chômage, invalidité, etc.).

Reculer l'âge légal de départ à la retraite va donc reporter le financement sur les systèmes de chômage ou de préretraites. L'âge du taux plein est le plus souvent atteint à 65 ans pour les personnes ayant eu une carrière courte ou interrompue, là encore souvent les femmes. La période hors emploi avant la retraite s'allongera donc beaucoup, avec des ressources misérables ou nulles.

"On ne peut plus payer !"

Pour les retraites, comme pour le reste, la question est celle du partage du "gâteau" : la richesse produite.

Le besoin de financement supplémentaire a été chiffré en 2007 par le Conseil d'Orientation des Retraites (COR) entre 1 et 2 points du Produit Intérieur Brut (PIB : la richesse produite dans le pays) jusqu'en 2050. Or, la rémunération du capital (revenus financiers) est passé de 3,2 % du PIB en 1982 à 8,5 % en 2007, soit 5,3% en 25 ans.

Financer les retraites est un choix politique de justice dans le partage des richesses.

C'est ce partage qui constitue le tabou à faire sauter, et non l'âge de départ.



La moitié des retraités survit aujourd'hui avec une pension inférieure à 1 000 €, un million vit sous le seuil de pauvreté. 3/4 des femmes ne touchent que le minimum vieillesse, avec des pensions inférieures de 40 % à celles des hommes.

Agir ensemble Partout, des collectifs unitaires

Pour le NPA, il n'est pas question de discuter avec ce gouvernement ! Il n'agit que des mensonges sur le " choc démographique " et l'insupportable " trou abyssal de la Sécurité Sociale ".

L'urgence est à la riposte unitaire. Des dizaines de milliers de personnes ont déjà signé l'appel pour " *Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites* " (www.exigences-citoyennes-retraites.net).

Autour de cette démarche initiée par Attac et la Fondation Copernic, nous devons rassembler, informer et réussir à convaincre la population que nous devons défendre nos retraites.

Le saviez-vous ?

En partant à 60 ans un homme peut profiter en moyenne pleinement de sa retraite en bonne santé durant 3,1 ans et une femme 4,2 ans : c'est donc trop pour monsieur Sarkozy et ses amis.

La France a une démographie unique en Europe : 2,02 enfants par femme alors que les autres Etats "peinent" à dépasser un enfant par femme ! On n'hésite pourtant pas à nous comparer à nos voisins dans une toute autre situation démographique dite "catastrophique" pour essayer de justifier la perte des acquis sociaux projetée.

Actuellement six salariés sur dix ont arrêté le travail avant de faire valoir leurs droits à la retraite ! Combien de seniors

A l'image de ce qui s'était construit lors de la campagne contre le traité constitutionnel européen, nous devons réussir à créer un rapport de force suffisant pour imposer le **maintien de la retraite à 60 ans et de la durée de cotisation limitée à 37,5 annuités**. Comme pour les salaires, aucune pension de retraite ne doit être inférieure à 1 500 € net par mois, quelles que soient les conditions de cotisation.

Un plus grand nombre de salariés augmente le nombre de cotisants. Voilà une raison supplémentaire d'imposer le plein emploi en s'opposant aux licenciements et en exigeant, là où c'est nécessaire, le partage du temps de travail.

devraient attendre leur départ en étant au chômage ?

La principale cause du déficit actuel des caisses de retraite est liée à la crise conjoncturelle du capitalisme de 2009. Les spéculateurs ne devraient-ils pas mettre la main à la poche ?

Une écrasante majorité souhaite le maintien de l'âge actuel de départ à la retraite. L'augmentation catastrophique actuelle du chômage ne peut qu'être confortée par le départ différé des retraités qui auraient dégagé de nouveaux emplois.

Travailler plus longtemps pour que quelques nantis ne mettent pas la main à la poche ?

Tel est l'enjeu de l'offensive de la droite française et de ses alliés réformistes : un nouveau champ de refus de partage de la richesse produite, pour une nouvelle "sous-identité sociale". Comme dans bien d'autres domaines hélas, les salariés, sur les questions de retraite, partageraient les "déficits" et les spéculateurs-patrons les profits générés par leur exploitation.

Les entreprises ferment souvent suite au transfert vers la financiarisation des capitaux provenant de l'exploitation de générations de salariés. Taxer ces énormes

Des salaires plus élevés augmentent la somme des cotisations versées ; une raison de plus pour revendiquer la hausse de nos salaires, d'au moins 300 € nets pour tous.

En participant à la constitution de collectifs pour la défense des retraites, partout où c'est possible, nous devons organiser des manifestations, des actions, des grèves qui seront les premières étapes d'une mobilisation d'ampleur.

Nous devons faire céder ce gouvernement.

C'est le moment d'agir, tous ensemble !

Patrick Gélos

42,8 milliards d'Euros

C'est la somme que l'Etat a inscrite au budget 2010 pour assurer le paiement des intérêts de la dette publique.

Une somme considérable, prise sur les fonds publics et qui ira alimenter les profits des grandes banques. Ces mêmes banques recevaient il n'y a pas si longtemps des centaines de milliards "d'aide" de l'Etat pour sortir de l'effondrement financier auquel leur soif de profit les avait conduites. C'est avec ces milliards qu'elles spéculent maintenant sur la dette des Etats, moyennant intérêt ! Avec la menace, comme c'est le cas en Grèce, en Espagne ou au Portugal, de mettre les caisses publiques au bord de la faillite.

richesses de façon d'ailleurs mineure permettrait de résoudre ce déficit, en grande partie conjoncturel. Le départ des retraités issus du baby-boom ne sera pas éternel.

Faisons pression sur les centrales syndicales, ce n'est pas un baroud d'honneur qu'il faut préparer mais un grand mouvement social à la hauteur de cet enjeu majeur : l'avenir de toutes les générations.

Serge G



SME-Saint Médard

Grève sur les salaires sur fond de privatisation

Le site SME de St Médard en Jalles (SNPE Matériaux Énergétiques, 751 personnes) fait partie du Groupe SNPE (Société Nationale des Poudres et Explosifs, 3600 personnes). Il est le principal site de production de la SNPE et de sa filiale SME (3 sites). Nous produisons le propérol (carburant solide) pour le missile M51 (dissuasion nucléaire), pour Ariane V (boosters) et pour les airbags dans les voitures.

La SNPE est privatisable

La SNPE, à 99,9% d'État, est " devenue privatisable " avec le vote de la loi de programmation militaire le 29 juillet 2009. Fin 2008, le PDG Gendry est nommé par l'État pour privatiser la SNPE en la démantelant. SME, sa partie la plus rentable, intéresse depuis dix ans le groupe Safran.

Les syndicats votent des droits d'alerte pour connaître les projets des repreneurs et retarder leurs mauvais coups. Malgré la mobilisation des salariés, Isochem, filiale de chimie fine, est vendue à Aurélius, groupe financier allemand en mars pour une bouchée de pain (8 M d'€, dette de 50 M d'€ époncée par la SNPE). Celui-ci

va " rationaliser " comme ils disent les sites puis revendre avec profit.

Les négociations entre les directions de la SNPE et de Safran bloquent sur le prix de vente de SME et sur la dépollution. Qui va payer la facture environnementale si un site est fermé plus tard par Safran?

Négociations Annuelles Obligatoires 2010 : de la provocation de Gendry à la grève

C'est dans ce contexte que le 29 et 30 mars les Négociations Annuelles Obligatoires 2010 ont lieu sur SME. En 2009, il y avait déjà eu une grève qui avait fait reculer la direction sur les salaires. Les grévistes avaient obtenu le maintien du talon (somme minimum garantie en augmentation générale) à 50 €.

En 2010, la direction va plus loin dans son mépris des salariés. Elle annonce comme dernière proposition : 1% d'augmentation générale et plus de talon. Elle y a rajouté quelques primes pour essayer de faire passer la couleuvre et essayer d'obtenir la signature des syndicats CFDT et CGC.

SME a fait 21 M d'€ de bénéfices. Cela ne s'est jamais vu. Le 30 mars et le 1er avril des AG SUD-CGT ont eu lieu. La CFDT locale s'y est jointe. Les votes ont été unanimes : Non à la signature de l'accord ! Oui à la grève pour obtenir le talon et de vraies négociations.

Il y a eu grève pendant une heure dans la foulée. Une opération escargot en voiture s'est faite à l'intérieur du site.

Le PDG veut nous briser avant de nous vendre. S'il réussit son projet, Safran en négociant le nouvel accord d'entreprise pourra remettre en cause les acquis (RTT, primes diverses...) puis imposer des années des salaires au rabais.

Une grève reconductible de 2 à 8 heures par jour est suivie sur le site. La détermination des salariés n'a jamais été aussi forte. Ils prennent leur grève en main en " autogestion " avec le soutien de l'inter-syndicale SUD-CGT-CFDT. La production est touchée. Un piquet de 200 grévistes a posé devant l'entrée jeudi 8 avril. Une collecte de soutien a eu un grand succès le même jour. Deux semaines de grève n'ont pas altéré notre motivation.

Correspondant NPA



Nos salaires Continuer à subir ou reprendre l'offensive ?

Dans de nombreuses entreprises, les NAO (négociations annuelles obligatoires) en cours montrent bien que les patrons ne lâchent rien ou des miettes, malgré les luttes qui ne manquent pas.

Depuis trente ans, patronat et gouvernements sont à l'attaque. Nous pouvons, aujourd'hui, en mesurer les effets sur nos salaires, aussi bien directs, versés au travail, qu'indirects sous forme de services et prestations financés par nos impôts et cotisations. L'attaque contre les retraites prépare une nouvelle baisse du niveau de vie des retraités.

Comment expliquer cette période de marasme où tout semble nous échapper ?

Le poids du chômage et la crainte du lendemain, le consensus droite-gauche, les tergiversations des directions syndicales dupes de la comédie du "dialogue social", expliquent, en partie, la situation.

Mais il y a surtout cette propagande asphyxiante, la télé, la presse, nous démontrant que nous n'aurions pas le choix, qu'il faut subir la crise, accepter les sacrifices pour sauver l'emploi et éviter les délocalisations.

Aucune fatalité mystérieuse !

C'est une question de rapport de force, de confiance dans nos idées et notre bon droit. Karl Marx a, depuis longtemps, démontré que ce n'est pas son "travail" qui est payé au salarié mais un minimum lui permettant juste de subsister et d'élever ses enfants. Si notre travail nous était entièrement payé, comment expliquer les milliards de profit et le fait que nous, nous terminons notre vie aussi pauvres que nous l'avons commencée ?

C'est ce "sur-travail", ce surplus qui nous est volé quotidiennement et qui explique leurs richesses, leurs capitaux.

Le grignotage continu de nos salaires, de nos services publics est justement l'enjeu de cette lutte de classe que les patrons nous imposent sans répit. Plus ils nous en prennent, plus ils s'enrichissent.

Nous aussi, nous pouvons renverser la tendance, par une lutte d'ensemble qui fera changer le rapport des forces et reculer patrons et gouvernements, s'ils craignent de tout perdre. Dans les grandes époques de luttes sociales, de grève générale, en 36, en 68, nous avons eu la force d'imposer de substantielles augmentations et des droits. Ce sont ces augmentations de salaires qui ont changé les conditions de vie, nourri les caisses sociales, la prévoyance et la retraite.

C'est une telle lutte qui est, aujourd'hui, devant nous et qu'il faut préparer consciemment.

Gérard Barthélémy

Monnaie de Pessac Le compte n'y est pas

Un débrayage a eu lieu le 8 avril dans le cadre des Négociations Annuelles Obligatoires, après la grève du 23 mars sur les retraites et les salaires, pour réclamer l'augmentation des plus bas salaires de 170 € ainsi que 3 % au titre du rattrapage du coût de la vie sur trois ans.

Depuis le 1^{er} janvier 2009, la direction a commencé à embaucher des salariés avec des statuts différents et surtout des salaires au rabais. Cette situation révolte beaucoup de camarades dans l'entreprise, ce qui a conduit la CGT à formuler la revendication uniforme de 170 € pour tous les collègues qui n'ont pas le statut d'ouvrier d'Etat après en avoir discuté avec eux.

Lors de la 2^{ème} réunion, la direction a annoncé qu'elle faisait un geste en définissant à 1500 € brut le salaire minimum d'embauche et en rappelant que la prime d'intéressement était de 1000 € cette année pour les ouvriers.

Mais le PDG n'a pas fait recette avec ses arguments, qui montrent surtout qu'il y a des bénéficiaires et qu'il n'y a pas de raison de maintenir d'aussi bas salaires à la Monnaie. De même, il est évident pour beaucoup que la prime d'intéressement ne garantit rien pour les années à venir... Bref, le compte n'y est pas !

Le débrayage appelé par la CGT sur les établissements de Pessac et de Paris a été bien suivi, en particulier par les nouveaux embauchés. Le PDG a de suite répondu qu'il ne voulait pas d'une 3^{ème} réunion dans ces conditions, ce qui montre comment tous ces gens-là sont pour le dialogue... tant que les salariés ne s'emparent pas de leurs affaires eux-mêmes. Il s'agit maintenant de discuter comment imposer nos revendications.

Correspondant NPA

GFT Blanquefort "On se moque de nous..."

La production augmentée à Getrag Ford Transmission (ex Ford), les pressions sont fortes sur les cadences et pour imposer des heures supplémentaires... et la direction a proposé à la 1^{ère} réunion des Négociations Annuelles Obligatoires 0,8 % d'augmentation générale !

La colère a été grande dans les ateliers, car la direction se vante que sur GFT Bordeaux, nous avons rapporté plus de 22 millions d'euros au groupe sur ses 35 millions de bénéficiaires : "on se moque de nous, il faut qu'on fasse grève..."

À la 2^{ème} réunion, la direction a essayé de calmer la colère avec 1 % d'augmentation et une prime de 400 € en juin.

Le compte n'y était pas. La CGT seule et dans l'urgence, a donc appelé les salariés à débrayer lors de la 3^{ème} réunion. Une soixante de collègues se sont rassemblés et du coup, la direction passait à 1,3 % avec une prime de 600 €, à condition que les syndicats signent. Le compte n'y est toujours pas.

Autre effet du débrayage... trois autres syndicats ont rejoint la CGT, pour faire des revendications communes : augmentation de 3 % avec un plancher de 75 €, embauche de 100 intérimaires en CDI, droit aux congés spéciaux équivalant au mariage pour les couples pacés, pont du 11 novembre payé, trois jours payés pour enfants malades... Et l'intersyndicale a appelé à boycotter un "mass meeting" de la direction, pour se rassembler et discuter ensemble d'une suite à donner.

Dans les deux équipes, 300 personnes ont débrayé pour discuter de la légitimité de la lutte, la hausse des prix, les bénéficiaires : "on veut une augmentation de salaire pas des primes, ... il faut que les syndicats reste unis".

D'autres actions sont prévues, et on sait bien que pour gagner, il va falloir durcir le mouvement, et sûrement faire converger notre lutte. Pourquoi pas avec nos anciens collègues de Ford de l'usine voisine FAI ?

Correspondant NPA

Nos vies, pas leurs profits

Conflit SNCF Complexe et exemplaire

La grève appelée nationalement par LCGT et SUD Rail depuis le 6 avril s'étend de jour en jour à d'autres secteurs que les roulants (contrôleurs et conducteurs). Si le démarrage a été lent c'est en grande partie lié à l'histoire récente des conflits avortés à la SNCF, au fait que 2 secteurs simplement étaient appelés à un mouvement reconductible (7 préavis différents avaient été déposés par la CGT, SUD Rail de son côté ayant déposé un préavis reconductible inter services). Mais au bout de 10 jours de grève ces difficultés ont été surmontées grâce notamment à une unité à la base des équipes CGT et SUD et à l'engagement de nombreux non syndiqué(e)s.

Les revendications portent sur la casse de l'entreprise intégrée SNCF, sur le bradage du Fret SNCF et sur les conditions de travail, les effectifs et l'augmentation des salaires.

La direction avec la complicité ahurissante des médias a joué dès le départ l'épreuve de force, dépêchement d'huissier, mensonges sur les chiffres de grévistes, mobilisation sans précédent de cadres pour "tirer" les trains, circulation de bus à la place des TER. Elle multiplie les provocations en déclarant ne pas donner de "prime à la grève" en ne voulant discuter que si nous reprenons le travail.

Manque de chance pour elle, les cheminot(e)s n'ont pas la mémoire courte et savent ce que de tels engagements leur ont valu lors de la grève sur la réforme des régimes spéciaux : Rien.

Sur Bordeaux, le taux de grévistes était d'environ 30 % chez les roulants au début de la grève, il est aujourd'hui de 60 %. Des secteurs entiers sont partis en grève. Qui en reconductible, qui avec temps fort de 24h, qui 59 min à la prise de service, aucun chantier n'est épargné.

Les AG sont de plus en plus nombreuses. Même si des difficultés à mobiliser demeurent sur certains secteurs, la direction reçoit une réponse claire à son mépris : La Grève !

Sur le terrain, on peut remarquer l'investissement militant des jeunes qui par leur seule énergie redonnent envie de se battre à certains anciens "fatigués". Tournées pour faire débrayer les non grévistes, tracts et pétitions aux usagers, interpellation des médias et des élus.

La grève est loin d'être terminée même si certains secteurs ont suspendu le mouvement (Marseille, Clermont) nous sommes confiants car d'autres y rentrent (région parisienne, Lille, Metz...).

Un des premiers enseignements, c'est que la stratégie fédérale de la CGT qui, en privilégiant la discussion avec les organisations ayant d'ores et déjà accepté la casse de la boîte (UNSA et CFDT), se voulait être le partenaire privilégié de la direction, est invalidée tant par l'attitude de cette même direction que par le rapprochement sur le terrain des équipes syndicales CGT et SUD.

Pour autant les cheminots en grève ont bien conscience des enjeux, ils savent que la direction et le gouvernement veulent les faire plier pour pouvoir plus facilement passer leurs réformes actuelles et futures. C'est pour cela qu'ils et elles restent déterminé(e)s pour gagner.

*Pierrot, cheminot en lutte
(article écrit le 16.04.2010)*



Des dizaines de locomotives du fret marchandise, parquées en bon état et inutilisées parce que la direction est en train de brader ce secteur (photo prise en janvier 2010 au dépôt de Sotteville).

St Médard en Jalles Victoire des locataires contre les HLM Mésolia

Les logements de la résidence La Rose des sables, dans le quartier Cérillan à Saint Médard en Jalles sont laissés à l'abandon par l'organisme d'HLM la Maison girondine, maintenant HLM Mésolia. Malgré les réclamations des locataires pour que des travaux de salubrité et d'entretien incombant au propriétaire se fassent, la société d'HLM n'a rien fait.

Face à cela, les locataires ont créé en juin 2006 une association baptisée "Bien vivre à la Rose des sables".

Par des tracts réguliers, ils informent la population de leur situation et des responsabilités de l'organisme d'HLM. Des réunions, parfois houleuses ont lieu entre les représentants des deux camps. Pendant des mois la société d'HLM va jouer la démoralisation des locataires. Elle entamera quelques travaux pas suffisants aux yeux des habitants.

L'association met au tribunal la société d'HLM pour non respect des obligations d'entretien et de travaux du propriétaire, malgré les pressions des propriétaires et

de la mairie socialiste de St Médard.

Plusieurs mois plus tard, le 11 mars dernier, le verdict tombe. Mésolia doit mettre en œuvre les travaux réclamés depuis octobre 2006 et verser un total de 10 159 euros à l'association.

Les membres de l'association souhaitent que cette affaire fasse jurisprudence et que d'autres locataires, dans toute la France, puissent obtenir de tels résultats face à la dégradation de leur logement.

Correspondant NPA

Nos vies, pas leurs profits

Aquitaine : Travailler plus pour plus de profits, les chiffres parlent

Des Etats Généraux de l'Industrie se sont tenus en Aquitaine en février 2010. Dans le compte rendu de ces journées (www.aquieco.com), on peut lire : "Entre 2000 et 2008, la valeur ajoutée brute de l'industrie régionale est passée de 8,3 milliards d'euros en 2000 à 10,2 milliards d'euros en 2008, soit une hausse de près de 23 %. Si l'on tient compte de l'inflation au cours de cette période, l'accroissement est de 5 %. On constate que la productivité industrielle s'est améliorée puisque sur la même période, l'effectif industriel a continué de baisser (de 163 000 en 2000 à 159 000 en 2008)."

Autrement dit, pendant cette période, tandis que la valeur produite par le travail des salariés des industries de la région augmentait de 23 %, 4000 emplois étaient détruits, alimentant d'autant les cohortes de chômeurs... Et ça, c'était avant la crise !

D.M.

Poisson d'avril !

30% des dirigeants d'entreprises n'envisagent pas d'augmenter les salaires en 2010 ; 64 % d'entre eux tablent sur une augmentation égale à l'inflation (+1,3 % sur un an selon l'INSEE).

Les retraites ont été augmentées de 0,9 % au 1^{er} avril (oui, vous avez bien lu zéro virgule neuf, c'est la virgule qui est importante).

Pendant ce temps, le prix du gaz a subi une hausse de 9,7 % (toujours au 1^{er} avril).

Il faut bien reconnaître avec l'INSEE que les prix des caméscopes ont diminué (-18,6 %), comme ceux des téléviseurs, des instruments d'optique... et aussi sûrement les arbalètes et les bilboquets.

Mais le gaz, l'eau (+ 6,7 %) sont des biens communs nécessaires à tout le monde alors que nous en laissons la gestion, la distribution à des sociétés privées au bénéfice de leurs actionnaires.

Un exemple des méfaits de ce système capitaliste qui ne peut que renforcer notre détermination à le combattre.

JLD

Un lobby dans nos écoles : Le C.I.V.

Début avril, a été organisée au lycée Montaigne de Bordeaux une "semaine de la nutrition". Ainsi, on a pu voir des nutritionnistes en blouse blanche disposer des panneaux informatifs colorés aux murs et se promener entre les tablées du self pour répondre aux questions des jeunes. A chaque jour son thème : sucres, légumes, laitages, viandes... une bonne initiative, a priori. Mais comme on va le voir, le lycée n'a pas bien choisi tous ses intervenants.

En effet, certaines informations contenues dans les brochures et les discours mielleux ne cadraient pas avec les objectifs pédagogiques annoncés. La "journée de la viande" a été l'occasion de découvrir le pot aux roses. Alors que nous demandions naïvement si l'on ne mangeait pas trop de viande en France, la nutritionniste a répondu qu'au contraire on n'en mangeait pas assez, que la crise de la vache folle avait fait baisser la consommation, et qu'il s'agissait, pour notre santé, de retrouver nos habitudes antérieures. Etrange, quand on sait les ravages de la production intensive de bétail sur l'environnement et les conséquences sur notre métabolisme d'une consommation excessive de viande. Or tout, dans les dépliants, sur les affiches, faisait la promotion de la viande, présentant les différents morceaux dans des mises en scène attrayantes (soirées carbonara

entre potes avec plein de lardons, "finger party" à base de bœuf) et proposant des titres tapageurs ("les rognons c'est pas bidon", "les tripes c'est triplant"). Nous avons alors béatement demandé à la nutritionniste si l'Etat était à l'initiative de cette manifestation. Elle nous a répondu qu'elle était salariée du CIV...

Le CIV : cache-nez des producteurs de viande

Il ne faut pas chercher beaucoup sur internet pour découvrir la nature de ce "Centre d'Information sur les Viandes" : il est issu de l'INTERBEV (organisation INTERprofessionnelle du BÉtail et des Viandes) fondé en 1979 par le patron du groupe de steaks surgelés Bigard. Ses statuts indiquent clairement sa mission : "conduire des actions de relation publique afin d'améliorer l'image et la consommation des produits carnés" - bref, un vulgaire lobby. Et depuis quelques temps, le CIV mène une politique très agressive de démarchage auprès des lycées publics afin de toucher avec sa propagande de futurs clients : les jeunes. Tout cela avec la complicité de l'Education nationale qui autorise ces interventions, et de l'Etat qui finance le CIV à hauteur de 10 % ! Un scandale que vous pouvez dénoncer entre autre en signant la pétition disponible sur le site :

<http://www.viande.info/petition-CIV>

M. B.

Aquitaine - Les ravages de la crise sur l'emploi

Alors que le taux de chômage en Aquitaine était de 7,3 % en 2007, il atteint maintenant 9,3 %. Ces chiffres, donnés par l'INSEE, correspondent bien entendu aux définitions officielles du chômage et sont bien loin de représenter la totalité des travailleurs privés d'emplois et cachés aux statistiques sous de multiples prétextes.

Le chômage en Aquitaine (corrige des valeurs saisonnières)	Dernières données disponibles	2008
Taux de chômage	9,3 % (4e trim. 2009)	8,9 %
Demandes d'emploi de catégorie A (1)	129 461 (février 2010)	127 841
Demandes d'emploi de catégorie A, B, C (1)	198 402 (février 2010)	196 736

(1) "Demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi" :

- catégorie A : sans emploi ;
- catégorie B : ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C : ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 heures au cours du mois).

Santé et Services publics

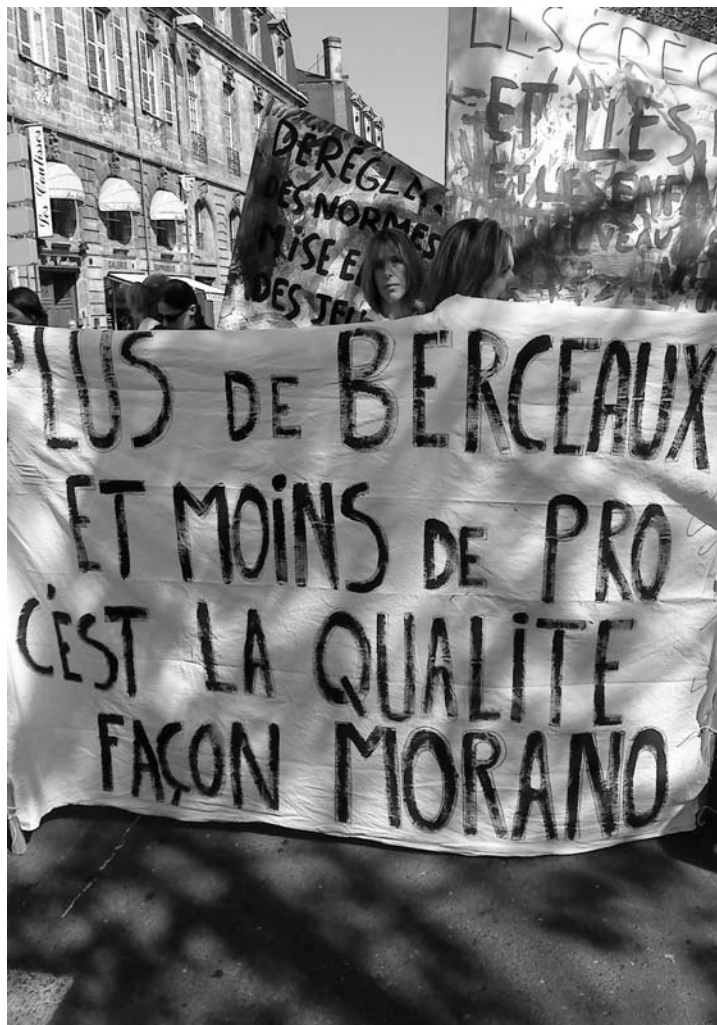
Grève de la petite enfance Pas de bébés à la consigne !

Après avoir été plusieurs milliers le 11 mars dans toutes les villes de France, les salarié(e)s de la petite enfance sont descendu(e)s à nouveau dans la rue le 8 avril contre une réforme visant à détériorer leurs conditions de travail ainsi que l'accueil des jeunes enfants dans les structures collectives. À Bordeaux 3000 manifestant(e)s se sont opposé(e)s à cette marchandisation des bébés traités comme des sardines. En effet la "proposition" de Nadine Morano est d'augmenter le taux de sur-occupation des crèches de 110 à 120 % (soit par exemple 72 enfants dans un lieu pouvant en contenir seulement 60) avec moins de salarié(e)s, 1 pour 12 enfants au lieu de 1 pour 8 aujourd'hui. Et comme si cela ne suffisait pas, il s'agit aussi de diminuer le nombre de personnel qualifié passant de 50 à 40 % de puéricultrices, auxiliaires de puériculture, éducateurs...

En plus de ne pas développer les services à la petite enfance, comme le reste des services publics, et de faire des économies sur les salaires, l'Etat prépare ces structures à devenir "rentables" pour être externalisées au privé comme le font de plus en plus d'hôpitaux publics dans le cadre de la libéralisation des services. Etre "rentable" à ce niveau cela signifie réduire les coûts salariaux au maximum.

Après les attaques contre les facs, les lycées, les collèges et les maternelles, ce sont les enfants de moins de trois ans qui sont visés par ce gouvernement afin de les préparer peut-être à la dégradation des conditions d'études par la suite. Il n'y a décidément rien à attendre ni de ce gouvernement, ni de ce système qui n'offre comme perspectives à la jeunesse et aux salariés que la lutte et la résistance.

Vincent



Transports... publics !

La mise en place du nouveau réseau de transport en commun est désormais effective sur toute la Communauté Urbaine de Bordeaux (depuis le 22 février 2010).

De nouvelles terminologies sont utilisées, sûrement pour faire moderne et donner l'impression de changement.

Les lignes directes entre la banlieue et Bordeaux centre sont désormais des "lianes" avec l'ambition d'être aussi efficaces que le Tram alors même que les zones réservées aux bus ne sont pas véritablement développées... Des lignes transversales (de banlieue à banlieue) se développent sous le nom de "corols".

Reste que tout ce changement n'est pas forcément négatif pour l'usager puisqu'il y a plus de bus en circulation, que le retour en soirée est désormais possible (jusqu'à 0 h 25 dernier départ des Quinconces en direction de Saint Médard via Le Haillan en semaine alors que par le passé, le dernier bus partait à 21 h 10), que des vélos sont mis à disposition en location.

Quelques problèmes subsistent qui montrent bien la perversité du système dans lequel nous vivons.

La CUB délègue le service public de transport en commun à "Kéolis", filiale de la SNCF. Celle-ci reprend le réseau précédemment géré par "Véolia Transports" filiale d'un marchand d'eau avec la promesse d'améliorer l'offre aux usagers des transports.

Pour cela il faut de nouveaux bus... pas de problème, Kéolis

crée une filiale qui va les acquérir et lui louer ; créant ainsi une source de profit interne ainsi qu'un écran car la CUB dispose d'un accès aux comptes de TBC, mais pas à ceux des filiales de Kéolis : écran de fumée.

Des bus c'est bien, mais il faut du personnel pour les conduire... pas de problème, la filiale de Kéolis va les embaucher (souvent par l'intermédiaire de sociétés de travail temporaire, encore un intermédiaire rémunéré) et les mettre à disposition de TBC. Le hic dans l'histoire, c'est que ce personnel qui fait le même boulot que celui de TBC n'a pas le même statut, n'a pas la même rémunération, n'est pas soumis à la même convention collective... en créant un statut inférieur, TBC fait des économies sur le dos des salariés tout en créant des divisions dans son personnel.

Ce personnel mis à disposition de TBC est facturé par Kéolis. L'accès aux chiffres par la CUB s'arrête au premier niveau sans que nous puissions savoir quel montage financier est fait. Nous pensons bien que les actionnaires de Kéolis en sont les heureux bénéficiaires.

Ainsi quand nous payons un ticket de transport en commun, nous payons à TBC, qui en reverse une partie à Kéolis, qui paye la société d'intérim avant de rémunérer ses actionnaires. Il serait temps de cesser de payer tous ces improductifs. Pour cela, il n'existe qu'une seule solution : la gestion directe par une régie communautaire de transports en commun.

JLD

Services Publics - Vers des Etats Généraux

On mettra le début où on voudra. Peut-être ce mercredi 7 avril, avec Harribey et Nathanson et une centaine d'autres personnes, militants syndicaux, associatifs et politiques à l'initiative du Comité girondin pour des Etats Généraux du Service Public. Peut-être avant, quand départementalement nous avons répondu à l'appel à constitution de comités pour des états généraux du Service Public. Encore avant, dans les mobilisations des usagers et des agents contre la privatisation de la Poste, contre le démantèlement du service public d'éducation, contre les attaques contre les hôpitaux... Ou encore avant, quand nous nous étions collectivement mobilisés contre le Traité Constitutionnel Européen. Ou peut-être après, quand nous aurons été capables, dans nos quartiers, dans nos cantons, de monter ces comités locaux, pour mener concrètement la bataille idéologique contre la marchandisation du monde.

Un combat idéologique

On mettra le début où on voudra. Mais ça y est. C'est lancé. Ce n'est pas rien. Mais il le fallait bien. L'enjeu est en effet de taille. Il n'aura échappé à personne que le champ d'intervention des services publics est assez modéré si on l'étalonne par rapport aux revendications du mouvement social et aux besoins de la population. Et qu'il se restreint si l'on considère l'ensemble des logiques de privatisations.

Pourtant, il nous faut aussi considérer que la lutte contre les privatisations ne suffit pas. Pour relever l'enjeu du combat qui est mené par le capital contre la logique des services publics, il nous faut ouvrir des débats auprès de la population pour porter pleinement le fait que nous sommes face à un débat de société. Quelle démocratie dans les services publics ? Quel champ d'intervention ? Quels financements ?

C'est en tout cas les questionnements qui fondent les comités pour des Etats généraux du Service Public.

Un espace de convergence

Le deuxième aspect essentiel de ce qui se joue dans la constitution de ces comités, c'est qu'il se constitue des comités. Comités qui mêlent mouvement syndical, politique et associatif. Comités qui permettent l'implication de nouveaux militants. Comités qui permettent de rassembler autour d'un corpus revendicatif qui peut, si on n'est pas trop mauvais, manipuler tous les leviers d'une critique radicale du capitalisme. De là à considérer qu'il y a possibilité de construire un espace de convergence du mouvement social, il y a certainement plusieurs pas de manifestants, mais je les fais. Oui je les fais.

Où donc pourrait-on aller ?

Parce qu'il n'est pas impossible que l'on aille quelque part. Rappelons-nous la campagne contre le traité constitutionnel

européen en 2005. Nous nous étions appuyés sur des collectifs locaux où s'étaient investis des militants syndicaux, politiques et associatifs. Nous avons développé une analyse à fort contenu politique, nous avons maillé le territoire. Et nous avons voté.

Là nous lançons des comités qui ont pour objectif de mailler le territoire et d'apporter un fort contenu politique. Et nous allons voter, en automne, dans une votation citoyenne.

Adrien Martinez

Et l'impôt ?

La revendication de l'extension des services publics non marchands pose la question de son financement. Et là on se trouve confronté à la définition largement relayée que donne le capitalisme à l'impôt. Le capitalisme pose l'impôt comme la part captée par l'Etat de la richesse produite par le secteur marchand.

Il faut battre en brèche cette vision. L'impôt, c'est le prix socialisé des services que l'on choisit démocratiquement comme devant être non marchands.

Retour sur la soirée d'hommage

"Deux ou trois choses que nous croyons savoir de Daniel Bensaïd"

Daniel Bensaïd aurait certainement vu d'un mauvais œil qu'on lui rende des hommages à répétition. Il n'était pas du genre à goûter l'idolâtrie politique. Pour autant, il fallait bien que les militants bordelais se réunissent symboliquement afin d'honorer, non pas le souvenir, mais l'actualité brûlante de celui qui nous a quitté il y a déjà plus de trois mois.

C'est donc à l'initiative d'Espace Marx et du NPA que se sont retrouvées mercredi 7 avril, à l'Athénée municipal, une quarantaine de personnes. Après la projection vidéo de l'interview d'Alain Badiou lors de l'hommage parisien et

une introduction d'André Rosevègue, Bernard Couturier a présenté la pensée bensaïdienne dans sa filiation marxiste. A sa suite, Philippe Caumières s'est intéressé aux échanges théoriques conflictuels entretenus depuis les années 60 avec Castoriadis. Matthieu Bettinger a quant à lui suggéré l'intensité des liens qui unissaient Daniel à la jeunesse. Dans un second temps, Nadège Edwards a étudié dans l'œuvre de Daniel les traces discrètes mais signifiantes de son rapport à la judéité. Hervé le Corre a ensuite fait part de perspectives que lui avait ouvertes la lecture du *Pari Mélancolique*. Pour finir, Jean-Marie Harribey a commenté quelques extraits d'un des derniers ouvrages de Bensaïd, *Les dépossédés*.

Preuve que le temps n'était pas au recueillement mais à l'action, une réunion sur les services publics se tenait au même moment au rez-de-chaussée, histoire de nous rappeler que c'est bien en poursuivant la lutte que l'on rendra le plus bel hommage au révolutionnaire Bensaïd.

Correspondant



Crise de la droite

Juppé prêt à se dévouer...

Une annonce de disponibilité pour la présidentielle sur BFM, une pleine page dans Le Monde, dans Sud-Ouest, quelques billets sur son blog... Après ses échecs au pouvoir (le Juppéthon de 1995, la dissolution ratée de 1997, c'était lui...) sa retraite au Canada forcée par les tribunaux, sa nomination au super ministère de l'écologie avant de devoir démissionner suite à son échec aux Législatives, sa posture du baron de province qui ne se consacre qu'à sa bonne ville, Juppé tente un retour sur le plan national pour se poser comme un recours pour la droite en crise.

Sa seule chance est d'apparaître le plus différent possible de Sarkozy, tout en étant d'accord sur l'essentiel. L'exercice est assez limité : après avoir affirmé en 2007 que "le discours de rupture était salutaire" Juppé s'en démarque aujourd'hui : "je n'y ai jamais cru" ! Il rejette tout ce qui peut paraître trop provocateur et fauteur

de désordre (identité nationale, interdiction de la burqa...) et n'hésite pas à dire tout le bien qu'il pense de Rocard et d'Aubry... quand ceux-ci veulent repousser l'âge de la retraite. Comme Valls, il critique le bouclier fiscal... pour avancer vers la suppression de l'Impôt sur la Fortune. Bref, le but est de repêcher une clientèle traditionnelle de la droite et du centre, dont pour la première fois une partie importante s'est abstenue aux Régionales.

La crise à droite est profonde. Les mensonges sur la reprise, le pouvoir d'achat, le chômage, l'écologie se révèlent les uns après les autres. Et Sarkozy cumule les records d'impopularité. Dans les rangs de l'UMP, la contestation grandit et les appétits s'ouvrent. Juppé est d'autant plus prêt à se dévouer que pour lui, c'est aussi l'âge limite qui se profile...

F. M.

Conseil Régional

Nouveaux rapports de forces à gauche

Alain Rousset a été reconduit le 26 Amars à la tête de la Région, faisant le plein des voix des trois groupes de sa liste du deuxième tour (PS, Europe Ecologie et Front de Gauche). Les nouveaux rapports de forces au sein de la gauche institutionnelle la structurent autour de l'axe social-libéral du PS et écolo-libéral d'EE, le PCF n'y compte plus pour rien. Pour preuve, l'équipe de Rousset se compose de quinze vice-présidents, dont trois d'Europe Ecologie... et aucun du Front de Gauche.

Cette situation relativise le score du Front de Gauche dans ces élections. Certes, les résultats des Européennes sont confirmés mais les ambitions des pourcentages à "deux chiffres" et la stratégie de Buffet d'une "majorité de toute la gauche" pour peser contre le libéralisme (avec deux organisations libérales !) en ont pris un coup. En réalité, si en Aquitaine, le PCF progresse puisqu'il n'avait plus d'élus depuis 2004, sur le plan national, il

passé de 178 à 95 élus.

Cette partie de "la gauche du Non" au TCE de 2005, déjà divisée par le ralliement de Bové à Cohn-Bendit aux Européennes de 2009, a fini de manger son chapeau en étant incapable de maintenir son indépendance face au PS et à EE. Quant à Gérard Boulanger, après sa promotion médiatique pour prendre la tête de la liste du FdG, il continue à jouer sa carte personnelle en étant le seul des trois élus FdG à rejoindre l'exécutif PS-EE... Rousset lui laissant une délégation à la culture.

Le FdG ne peut éviter la crise politique, tiraillé entre des militantes qui veulent être utiles aux mobilisations (et nous sommes toujours prêts à l'unité dans cet objectif) et l'appétit de pouvoir dans les bagages de la gauche libérale, une impasse.

F. M.

Lormont

Plus de démolitions

Les conséquences des démolitions-constructions de HLM décrites dans le dernier bilan de l'ANRU (2009) sont visibles à Lormont, le plus grand plan d'Aquitaine.

Plus de démolitions que de constructions, avec un déficit de 21 000 logements, en pleine crise sociale et du logement, alors qu'il devait y avoir une démolition pour une construction ! Le bilan dit même que c'était prévisible depuis le début.

A Lormont, 192 logements démolis par Domofrance n'ont été remplacés que par 50 nouveaux logements sur place ; la démolition prévue de 320 logements par Mésolia n'est remplacée que par 90 logements pour l'instant. Au moment où les habitants sont relogés, il y a bien moins de la moitié de logements construits pour les reloger !

Pessac

Conseil Municipal

Hausse des impôts locaux et des tarifs municipaux

Le dernier conseil était consacré au budget 2010, un budget d'austérité, qui vise à diminuer les dépenses et à faire payer un peu plus la population. Nous avons voté contre la hausse des taux d'imposition de 2,8 % qui ajoutée à celle des valeurs locatives de 1,2 % va faire 4 % de plus à payer par les foyers ! Nous avons aussi voté contre celle des tarifs municipaux du périscolaire, des centres de loisir, de la cantine et du stade nautique... alors que la municipalité trouve de l'argent quand il s'agit d'un futur pôle touristique, de subventions au lycée catholique ou de viabiliser des terrains en espérant "attirer" d'éventuelles entreprises.

Plus que jamais en cette période de crise, les ressources de la municipalité devraient être orientées vers les budgets sociaux et l'emploi public. Or la part consacrée aux dépenses de personnel n'augmente que de 2,6 % en 2010, chiffre le plus bas

que de constructions

Et la mixité sociale qui devait en sortir ? Elle ne peut être évaluée, les bailleurs n'étant pas obligés de fournir de statistiques. Dans l'ensemble, "le relogement a été une opportunité pour des ménages petits et aisés qui ont un désir de mobilité et une capacité de négociation ; il a été subi par les familles nombreuses, monoparentales, démunies et les personnes âgées"

L'emploi d'habitants du quartier imposé par ces plans s'avère précaire, dans le bâtiment, donc peu qualifié, mal payé et presque exclusivement masculin.

Comme nous l'avions dénoncé avec des locataires, les nouveaux logements sont plus petits (pas de F5 ou F6) et leurs loyers plus chers. Il y a le gaz à payer en plus, alors que l'eau chaude était comprise dans les charges auparavant. Le parking coûte 28 € par mois, alors qu'il était gratuit avant.

depuis 2004. Cela interdira de fait toute embauche et titularisation, alors que le taux de précarité du personnel municipal est de 16,35 %.

Mener une autre politique voudrait dire entrer en résistance aux directives gouvernementales, patronales, appeler les autres communes à faire de même. Cela ne pourrait se faire qu'en s'appuyant sur les luttes et mobilisations de la population, des salariés, en les encourageant, ce que la commune ne fait pas bien souvent...

Pour une vraie démocratie

Un budget répondant aux besoins du plus grand nombre ne peut se faire qu'en donnant la parole à ceux qui ont le moins les moyens de la prendre et qui sont convaincus que quand on la leur donne... c'est qu'il n'y a pas d'enjeu ! Comme lors des Régionales où les taux de participation ont été particulièrement bas dans des bureaux de Formanoir ou de La Châtaigneraie. Cette abstention des quar-

Les chantiers ayant pris du retard, le relogement des derniers habitants de Génicart s'est fait dans l'urgence, sans qu'ils puissent visiter les appartements dont ils signaient les baux. Leurs nouveaux logements à La Ramade, construits à la va-vite, ont presque tous des vices de construction graves (jointures mal faites aux fenêtres, fissures dans les angles ou sur les murs, ascenseur en panne durant 2 mois...)

Mais les locataires se sont regroupés et se sont fait entendre du bailleur et de la mairie, pour ne pas payer la politique de renouvellement urbain.

M. Casanova

Elue à Lormont

tiers populaires et de la jeunesse est un geste politique, l'expression du décalage entre les discours, les promesses et les politiques mises en œuvre.

Commencer à résoudre cette crise démocratique, c'est convaincre par les faits la population qu'elle a toute sa place dans les choix politiques, de façon concrète. On en est loin !

Amen !

Nous nous sommes étonnés que dans une parution municipale, un long article élogieux fasse la promotion du lycée catholique. Nous avons demandé si c'était là une subvention de plus au lycée privé... ou s'il s'agissait d'une page de pub payante.

Ni l'un ni l'autre a répondu le Maire : c'est lui, en tant que Directeur de publication, qui a décidé de l'article dans lequel on peut lire : " ce projet constitue un bel exemple d'intégration réussie ". L'intégration de quoi dans quoi ?

Isabelle Ufferte, élue à Pessac

Association Survie Elections au Togo

Cinq ans après une succession dynastique sanglante, le bras de fer entre Faure Gnassingbé et ses opposants continue et implique maintenant les institutions européennes.

En 2005 Faure Gnassingbé avait été porté au pouvoir par des militaires. Il succédait ainsi à son père le général Eyadema Gnassingbé, ancien légionnaire soutenu par la France. La répression des mouvements de contestation de la population qui avait vécu 38 ans sous le règne du père avait été extrêmement sanglante faisant plusieurs centaines de morts.

Aujourd'hui, au lendemain des dernières élections présidentielles, la situation reste extrêmement tendue dans le pays. Ces élections, entachées de nombreuses irrégularités comme le montre le rapport préliminaire de la délégation des observateurs de l'Union Européenne, sont contestées par les opposants du régime Gnassingbé qui n'ont toutefois pas émis de recours devant la Cour Constitutionnelle, considérant celle-ci comme partielle.

Ces contestations font une fois encore l'objet d'une forte répression dirigée par les mêmes militaires responsables en 2005 de nombreuses exactions et tortures restées impunies, cette fois-ci sous le nom de FOSEP (Force Sécurité Élection Présidentielle). Elle est financée par l'Union Européenne et mise en œuvre par l'Agence Française de Développement (AFD). La délégation européenne se retrouve ainsi témoin principal de ce bras de fer inégal, qui l'implique dans la légitimation du régime issu de la dictature d'Eyadéma.

L'UE ne peut accepter que soit appliquée de nouveau la loi du plus fort. Elle ne peut ignorer non plus l'enjeu que représente cette élection pour un régime habitué aux fraudes, aux manœuvres et acquiescements de la Françafrique : à savoir la recherche d'une caution et d'une légitimation internationales permettant au régime de faire oublier son caractère dictatorial et illégitime et de normaliser les relations diplomatiques avec ses partenaires.

Plus d'informations sur www.survie.org

Lettre ouverte A Monsieur Juppé, Maire de Bordeaux

Monsieur le Maire,

Le Collectif Bordelais pour les Droits des Femmes tient ici à protester contre l'initiative de la Mairie de Bordeaux, à l'occasion du 8 mars, journée internationale pour les droits des femmes.

Les services culturels de la Mairie, en pleine campagne des Régionales, ont organisé en présence de Monsieur Juppé, un karaoké, ouvert à tous, place St Projet pour une cinquantaine de femmes invitées, de tous âges, de tous bords, triées sur le volet de "l'exemplarité féminine". Suite à quoi, la joyeuse troupe déjeunait à l'Estacade, restaurant sur la Garonne, en présence de Xavier Darcos et en l'honneur de Christine Lagarde qui ce jour-là était censée incarner l'image de la réussite au féminin.

Que les notables poussent la chansonnette, en présence des médias, n'est pas en soi un problème. Qu'ils organisent cette mascarade le 8 mars, journée internationale des luttes de femmes est choquant.

Que dire de ce spectacle dont nous avons été les témoins abasourdi-e-s ?

Sous prétexte de célébrer LA femme, un DJ, rémunéré pour l'occasion invitait à grands cris enthousiastes les messieurs à

chanter la femme et encourageait les dames à se trémousser sous un écran géant. Le DJ de s'égosiller : "Messieurs, si vous aimez ces dames, criez-leur!" Et les messieurs criaient. Et les messieurs chantaient, Monsieur Juppé en tête, sous l'œil des caméras : *Où sont les femmes ?* ou encore *Besoin de rien, envie de toi ?*. Répertoire de choix parmi les standards de la chanson : du Serge Lama, du Patrick Juvet ou du Julio Iglésias ! Et les dames à l'honneur d'arborer la rose orange dont les avait pourvues, dans un grand élan de conscience féministe, on s'en doute, l'opérateur téléphonique Orange, sponsor du jour.

Alors nous, féministes, membres du Collectif Bordelais pour les Droits des Femmes, dénonçons la récupération mercantile de la journée du 8 mars !

Nous protestons contre l'instrumentalisation électorale de cette journée de luttes pour les droits des femmes !

Nous nous élevons contre le détournement opportuniste, l'affadissement niaseux et la perte de sens qu'il provoque.

Nous dénonçons le déploiement de ces clichés et stéréotypes éculés, sexistes et rétrogrades, qui méprisent et remettent en cause sans complexe le combat de générations de femmes : 100 ans de luttes des femmes, ce 8 mars 2010.

Ce jour devait rester l'occasion d'un bilan après cent ans de luttes internationales pour permettre aux femmes d'accéder aux droits humains fondamentaux : droit à la citoyenneté, à l'éducation, à la santé, à l'autonomie économique, à l'égalité au travail, droit à disposer librement de son corps.

Nous rappelons que ces droits fondamentaux sont loin d'être gagnés par toutes, dans le monde. Et, en France comme ailleurs, les droits des femmes sont régulièrement remis en cause : contraception non remboursée, accès à l'avortement rendu difficile par la réduction des moyens, toujours contesté par les anti-IVG, inégalités sociales, salariales et

domestiques, précarisation féminine massive, toujours plus de violences faites aux femmes (les actions des pouvoirs publics restant très insuffisantes), et violences symboliques par le retour en force, notamment, de la publicité sexiste.

Nous considérons inquiétant que des hommes politiques, des élus, se montrent à ce point déconnectés des réalités, si peu respectueux de la signification de cette journée et si prompts à l'instrumentaliser. Nous n'admettrons plus que dans notre ville soit renouvelée une telle opération de dévoiement.

Monsieur le Maire, vous qui êtes censé promouvoir les droits des femmes et l'égalité, nous vous invitons à travailler davantage à la défense des droits des femmes, à soutenir largement les actions menées en ce sens par nombre d'associations à Bordeaux. et à imaginer pour le 8 mars 2011 des initiatives propres à les respecter.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, nos salutations résolument féministes.

*Le Collectif Bordelais
pour les Droits des Femmes
Bordeaux, le 14 avril 2010*

Et les luttes continuent...

Ils seront de retour, à Bordeaux et ailleurs, comme chaque année, de plus en plus offensifs...

Les anti-IVG, les "pro-vie" intégristes et fachos de tout poil marcheront contre l'avortement, contre la contraception, contre l'homosexualité, pour une "famille" hétéro-normée, autrement dit, contre le droit de chacun à disposer de lui-même comme il l'entend.

Alors le 29 mai, soyons nombreuses et nombreux, à la contre-manifestation « PRO CHOIX » organisée par le CBDF, des associations et partis politiques...



Lycée Mauriac en lutte

Rencontre avec Marianne qui travaille au lycée François Mauriac

contact : mauriacengreve@gmail.com

Anticapitalistes : Pourquoi êtes-vous mobilisés depuis le 9 mars ?

Le programme de la rentrée de septembre 2010 :

- 63 heures de moins dans la Dotation Globale Horaire
- Suppression de 2 classes de seconde
- Effectifs de 35 élèves généralisés, alors que depuis plus de 10 ans les Inspecteurs d'Académie successifs se sont engagés à constituer des classes de seconde de 30 élèves étant donné la spécificité de notre recrutement (collèges ZEP du secteur)
- Suite à départ en retraite, un CPE stagiaire en situation sans décharge pour sa formation.

Plus de la moitié des enseignants a participé à la grève reconductible votée en AG quotidiennes, informé les parents, les élèves, les collègues alentours, saisi les médias, sollicité et obtenu audiences à l'Inspection Académique, bloqué symboliquement l'établissement, organisé cortèges, manifestations, cérémonie d'enterrement du lycée...

Les parents d'élèves de la FCPE nous ont rejoints, ont lancé 2 journées lycée mort et participent activement aux réunions d'information avec des élus locaux, même si on nous contraint à les mener sur le trottoir devant le lycée !

S'appuyant sur ses recteurs, inspecteurs et proviseurs, le ministre Chatel assure la destruction du cadre national du service public d'éducation malgré l'opposition d'une majorité d'acteurs du terrain. Dans sa com' médiatique, son projet tient en 3 slogans-choc :

Contre sommet de Vienne

Quand l'Union européenne "harmonise" la dégradation de l'enseignement supérieur...

Du 11 au 14 mars étaient rassemblés à Vienne les ministres européens de l'enseignement supérieur, avec pour objectif la continuation du " processus de Bologne ". Lancé en 1999 par le ministre de l'Éducation français de l'époque, Claude Allègre, ce processus est une stratégie européenne d'harmonisation de l'enseignement supérieur et de mise en concurrence des universités. L'objectif affiché est de créer de nouveaux marchés, de permettre aux entreprises d'adapter les formations à leurs besoins immédiats.

Malgré des rythmes d'application différents en Europe, partout, les mêmes moyens sont mis en œuvre. Désengagement budgétaire de l'État, entrée des patrons dans les directions d'universités, adaptation des formations selon les financements des entreprises...

Les conséquences ne tardent pas à se faire sentir... Les augmentations énormes des frais d'inscriptions en sont un exemple : 3300 euros par an en licence en GB, jusqu'à 8000 euros par an en Italie... De ces augmentations découle un endettement de plus en plus massif des étudiants (et un enrichissement des banques qui font crédit !). À la fin de ses études, un étudiant anglais se sera en moyenne endetté de 40 000 euros.

Avec l'autonomie et la mise en concurrence des universités, les diplômes n'ont plus de valeur nationale et varient selon la " réputation " des facs. En clair, les facs d'élites d'un côté, les facs pauvres de l'autre.

La sélection est accrue. Les étudiants des classes populaires ne pouvant pas accéder à des formations généralistes et qualifiantes sont orientés vers des diplômes spécialisés, comme la licence pro Crédit Agricole à Bordeaux 4. Difficile de défendre ses droits quand notre diplôme n'est valable que dans une seule entreprise !

Correspondant

- " *Mieux orienter* " = supprimer à terme le corps des Conseillers d'Orientation Psychologues

- " *Mieux accompagner chaque lycéen* " = réduire les fondamentaux réduits puis rattraper les dégâts par le tutorat et l'aide individualisée

- " *Mieux s'adapter à son époque* " = offrir moins de culture générale car moins d'heures, et créer plus de disparité entre les établissements (1/3 des horaires !).

A : Quels ont été les obstacles rencontrés ?

Après 1 mois de mobilisation, nous n'avons toujours pas obtenu d'audience auprès du Recteur. Certains d'entre nous ont été particulièrement stigmatisés, et notre mouvement méprisé par nos instances. On sait que ces réformes n'ont d'autres raisons que des impératifs budgétaires en lien avec la promesse de Sarkozy de supprimer un maximum de postes dans la Fonction Publique.

A : Qu'est-ce qui est nécessaire d'après toi pour la suite ?

Notre hiérarchie mise sur l'essoufflement de notre mouvement. Pour les mettre en échec, nous avons besoin de soutien. On ne lâchera pas ! Mais il nous faut fédérer de nouvelles forces pour lutter encore contre l'abandon de notre lycée par les autorités administratives.

Propos recueillis par M. C.

Projet du Grand stade

Pas d'argent public pour les trusts du foot et du BTP !

Se fera, se fera pas ? Le projet d'un nouveau grand stade est toujours incertain, malgré l'acharnement des Girondins de Bordeaux et du groupe propriétaire, Metropole TV-M6.

Leur argumentation consiste à faire croire que le remplissage de leur portefeuille correspondrait à l'intérêt collectif. Le directeur général du club martèle que ce serait un "équipement structurant" pour la région et que "un grand projet est toujours bénéfique". Bénéfique pour

son groupe, mais pas question pour lui de payer ce stade. Il compte sur l'argent public pour dégager des profits privés : un vrai libéral.

Ce projet, personne ne propose de le soumettre réellement à la décision de la population en donnant tous les éléments.

- **Quel coût ?** Plus de 200 millions d'euros (sans compter les dépassements certains), plus 25 millions d'euros pour la voirie (route, tram, parkings). Pour minimiser, Juppé parle de 165 millions, dont 15 payés par la Région, 15 par la CUB, 15 par Bordeaux, 20 par l'État : 65 millions pris dans nos poches. Une arnaque se dessine autour des 100 millions manquants, soi-disant payés par M6. Son PDG, de Tavernost, a bien précisé devant ses actionnaires : "Je rassure ceux qui penseraient que nous allons faire un chèque de 100 ME demain... C'est 100 ME étalés sur 35 ans !". Il ne s'agit en réalité que du montant du loyer qu'il est prêt à verser pour avoir la concession totale de l'infrastructure pendant tout ce temps. Quand le locataire fixe au propriétaire le montant des travaux et celui du loyer... on voit quels sont les rapports de forces !

- **Pour quel objectif réel ?** A l'affichage : passer de 35 000 à 43 000 places. Mais surtout, les dirigeants du club voudraient augmenter de 1000 à 3500 les "business seats", pla-

Juppé, Rousset et l'État sont prêts à dépenser nos impôts pour faire plaisir à M6, et ne manquent pas de justifier cela avec le baratin habituel au nom de l'emploi, du dynamisme économique, du rayonnement régional... Pour l'instant cela coince encore du côté du département et de la CUB, qui ne voient pas le bénéfice qu'ils pourraient en tirer.

Les groupes du BTP, Vinci, Eiffage, Fayat, sont sur les starting-blocks. Pour eux, les grands travaux financés par l'État sont autant d'au-

baines pour faire face à la crise et à la baisse des constructions individuelles liées à l'appauvrissement de la population.

Comme le montrent les chiffres ci-dessous, le groupe M6 a largement de quoi se payer un stade tout seul si ça lui chante. Cela lui coûterait à peine plus de la moitié de ce qu'il a versé à ses actionnaires l'an dernier. Mais pour nous, pas question que nos impôts financent leur rente, même s'il est probable qu'on ne nous demande pas notre avis.

François Minvielle



ces de luxe vendues aux entreprises, améliorer les zones presse pour mieux vendre les retransmissions, développer des zones commerciales, rentrer dans les clous des normes pour des matchs européens... Bref, grossir les rentrées financières.

- **Quelles alternatives ?** S'il s'agissait de développer le goût et la pratique de l'activité physique, il est évident que de tels budgets permettraient de financer nombre d'infrastructures dans les quartiers populaires et des emplois publics d'animateurs sportifs.

Quelques chiffres

Budget des Girondins 2009-2010 : 91 millions d'euros (parmi les 20 clubs les plus chers d'Europe)

Bénéfices du club 2008-2009 : 4,1 millions d'euros

Chiffre d'affaires du groupe Metropole TV-M6 possédant le club : près de 1,4 milliards d'euros

Résultat net : 139 millions d'euros

Dividendes versés aux actionnaires du groupe : plus de 300 millions d'euros

Salaire du PDG, Nicolas de Tavernost : 1,65 million pour 2009 (en hausse de 24%), sans les stock-options et autres avantages

Masse salariale du club : 70 millions d'euros

Salaire le plus élevé (Yoann Gourcuff) : 3,7 millions annuel, sans les primes

Salaire de Laurent Blanc : 1,8 million annuel, sans les primes

Primes de match : entre 15 et 35% supplémentaires.